

AUDIT ET GESTION

Société de Commissaires aux comptes

230, route de Pontarlier

39301 CHAMPAGNOLE Cedex

RCS Lons le Saunier 334 782 117

Tél : 03 84 52 01 34

Membre de la Compagnie régionale de
Besançon-Dijon

CPIE DU HAUT JURA

Siège social : 1 Grande Rue,
39170 COTEAUX DU LIZON

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels Exercice clos le 31/12/2025

A l'assemblée générale du CPIE DU HAUT JURA

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CPIE DU HAUT JURA relatifs à l'exercice clos le 31/12/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC 2022-06 exposées dans la note « 3.1.1 Changement de méthode comptable » de l'annexe des comptes annuels .

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2025 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Champagnole, le 14 avril 2026
Pour la SAS AUDIT ET GESTION
Commissaire aux comptes



Michel DI MARTINO
Commissaire aux comptes



CPIE DU HAUT-JURA

Comptes annuels

19/03/2026 10:15:43

RYDGE
CONSEIL

RYDGE Conseil, Société par actions simplifiée et société d'expertise comptable, inscrite au Tableau de l'Ordre des Paris sous le n° 14000324187 01, au capital social de 36.016.638 €, ayant son siège social sis 2 Avenue Gambetta Tour Echo 92066 Paris La Défense Cedex, immatriculée au Registre National des Entreprises le numéro 903309 490 (RCS Nanterre).

Page : 5 / 35
SAS AUDIT ET GESTION
Société de Commissaires aux Comptes
Cie Régionale de Besançon - Dijon
BP 90029 - 39301 CHAMPAIGNOLE Cedex

Actif		Au 31/12/2025			Au 31/12/2024
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	Montant net
Frais d'établissement (I)					
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	8 275	7 081	1 193	1 991
	Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
	TOTAL	8 275	7 081	1 193	1 991
	Immobilisations corporelles				
	Terrains				
	Constructions	50 192	41 871	8 321	10 268
	Installations techniques, mat. et outillage industriels				
	Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
	TOTAL	50 192	41 871	8 321	10 268
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
	TOTAL				
Total (II)		58 467	48 952	9 514	12 260
Actif circulant	Stocks et en cours	6 370	5 031	1 338	2 204
	Créances ⁽³⁾				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	45 714	1 014	44 700	27 775
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	133 811		133 811	133 680
	Charges constatées d'avance	3 246		3 246	11 654
	TOTAL	182 772	1 014	181 758	173 110
Divers	Instruments financiers à terme et jetons détenus	950		950	941
	Disponibilités	177 253		177 253	253 673
Total (III)		367 346	6 045	361 301	429 929
Frais d'émission des emprunts (IV)					
Primes de remboursement des emprunts (V)					
Écart de conversion et différence d'évaluation - Actif (VI)					
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)		425 814	54 998	370 815	442 190
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) Dont à plus d'un an (brut)				

Passif		Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	30 419	30 419
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	30 000	30 000
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	125 510	
	Autres réserves		
	Report à nouveau		
	Excédent ou déficit de l'exercice		
	Situation nette (sous-total)	193 465	185 930
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total (I)		202 219	197 045
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total (I bis)			
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	69 605	106 274
Total (II)		69 605	106 274
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
Total (III)			
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Instruments financiers à terme		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance		
Total (IV)		98 990	138 869
Écart de conversion et différences d'évaluation - Passif (V)			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		370 815	442 190
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	7 343	5 369
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	5 095	4 013
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	47 627	48 578
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	444 590	540 796
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	<i>Dons manuels</i>		
	<i>Mécénats</i>		
	<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
Charges d'exploitation	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	686	8 030
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
	Utilisations des fonds dédiés	106 274	45 281
	Autres produits	11	10
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	611 630	652 078
	Achats de marchandises	3 229	2 823
	Variation de stocks	1 083	420
	Autres achats et charges externes	195 082	203 259
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	5 314	5 091
	Salaires	248 524	252 449
	Cotisations sociales	75 947	71 499
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	5 478	5 189
	Dotations aux provisions		
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Reports en fonds dédiés	69 605	106 274
	Autres charges	249	28
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	604 515	647 037
1. Résultat d'exploitation (I-II)		7 114	5 041
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	19	
	Autres intérêts et produits assimilés	2 654	3 215
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	2 674	3 215
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	2 025	2 298
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (IV)	2 025	2 298
2. Résultat financier (III-IV)		648	917
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		7 763	5 958

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits exceptionnels (V)	Total		17 340
Charges exceptionnelles (VI)	Total		472
4. Résultat exceptionnel (V-VI)			16 868
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)	228		214
Total des produits (I + III + V)		614 304	672 634
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		606 769	650 021
EXCÉDENT OU DÉFICIT		7 535	22 613
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat		17 190	14 624
Total		17 190	14 624
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole		17 190	14 624
Total		17 190	14 624



CPIE DU HAUT-JURA

Annexe comptable

19/03/2026 10:15:43

RYDGE
CONSEIL

RYDGE Conseil, Société par actions simplifiée et société d'expertise comptable, inscrite au Tableau de l'Ordre à Paris sous le n°14 00024167 01, au capital social de 36.016.638 €, ayant son siège social sis 2 Avenue Gambetta Tour Equo92066 Paris La Défense Cedex, immatriculée au Registre National des Entreprises le numéro 903309 490 (RCS Nanterre).

SAS AUDIT ET GESTION

Société de Commissaires aux Comptes

BP 90029 - 39301 CHAMPAAGNOLE Cedex

Page : 10 / 35

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2025

ASSOCIATION CPIE DU HAUT-JURA

Table des matières

1	Objet social, nature des activités et moyens mis en œuvre	3
2	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	4
2.1	Faits caractéristiques de l'exercice	4
2.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	4
3	Principes et méthodes comptables	4
3.1	Principes généraux	4
3.1.1	Changement de méthode comptable	5
3.1.2	Changement d'estimation	5
3.1.3	Corrections d'erreurs	5
3.2	Déroptions	5
4	Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat	6
4.1	Actif immobilisé	6
4.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	7
4.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	8
4.1.3	Modalités d'amortissements	9
4.1.4	Dépréciations de l'actif immobilisé	9
4.2	Actif circulant	9
4.2.1	Stocks et en cours	9
4.2.2	Produits à recevoir	10
4.2.3	Charges constatées d'avance	10
4.3	Fonds associatifs	10
4.3.1	Autres fonds associatifs	11
4.4	Fonds dédiés, autres passifs	11
4.4.1	Fonds dédiés	11
4.4.2	Précisions sur d'autres dettes	12
4.5	État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice	13
5	Autres informations	14
5.1	Informations concernant les contributions volontaires : nature, importance (bénévolat, mise à disposition, dons en nature redistribués ou consommés...)	14
5.2	Engagements de fin de carrière	14
5.3	Informations relatives à l'effectif	15

1 Objet social, nature des activités et moyens mis en œuvre

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

Le CPIE du Haut Jura a pour but d'agir en vue d'une meilleure prise en compte de l'environnement et d'une meilleure relation entre l'homme et son patrimoine naturel, culturel et social.

L'activité du CPIE du Haut Jura a une double finalité :

- L'éducation à l'environnement ;
- La préservation de l'environnement et l'amélioration du cadre de vie.

Le CPIE du Haut Jura développe son activité à destination de différents publics : enfants et adolescents sur temps scolaire, périscolaire et extrascolaire, adultes en situation professionnel, de loisirs et ou de formation, acteurs publics, privés ou issus de la société civile.

Pour atteindre ces objectifs, l'association sera :

- Un outil de sensibilisation, de concertation et d'information aux problèmes de l'environnement ;
- Une source d'animation et d'accompagnement pour le territoire ;
- Une structure de terrain destinée à soutenir et à promouvoir des actions spécifiques de mise en valeur et de protection des composantes du patrimoine naturel et humain du Haut Jura ;
- Un centre de recherche, de réflexion et d'action dans le sens prospectif de la qualité de la vie.

Pour cela, l'association se dotera des moyens matériels et humains nécessaires.

2 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

2.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Une subvention d'investissement a été accordée par la Région Bourgogne Franche-Comté à hauteur de 1 528 €, pour le financement de matériel informatique et mobilier de bureau. Cette somme a été inscrite dans les comptes de bilan, au crédit du compte 131000 « Subventions d'investissements ». Les investissements ont été réalisés en partie en 2025, mais la majorité des investissements seront réalisés ultérieurement ; la quote-part de subvention a donc été rapportée au résultat au titre de l'exercice 2025 pour un faible montant.

2.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Néant

3 Principes et méthodes comptables

3.1 Principes généraux

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été établis en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014, modifié par le règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Image fidèle,
- Comparabilité et continuité d'exploitation,
- Régularité et sincérité,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception des modifications apportées dans le cadre de la première application du règlement ANC n°2022-06,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

3.1.1 Changement de méthode comptable

L'application du règlement ANC n°2022-06 a modifié la présentation du compte de résultat : les quote-part de subventions d'investissement virées au résultat sont désormais comptabilisées en produits d'exploitation (3 746 € pour 2025), alors qu'elles étaient enregistrées en produits exceptionnels auparavant (3 269 € pour 2024).

3.1.2 Changement d'estimation

Aucun

3.1.3 Corrections d'erreurs

Aucune

3.2 Dérogations

Aucune

4 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

4.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

4.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	8 275	-	-	-	8 275
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	2 076	-	-	-	2 076
	Matériel de transport	18 115	-	-	-	18 115
	Mat bur., informatique, mobilier	27 270	2 731	-	-	30 001
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
Total III		47 461	2 731	-	-	50 192
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	-	-	-	-	-
Total IV		-	-	-	-	-
Total général		55 736	2 731	-	-	58 467

4.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I				
	Autres immobilisations incorporelles Total II	6 283	798	-	7 081
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	2 076	-	-	2 076
	Matériel de transport	12 240	2 125	-	14 365
	Mat bur., informatique, mobilier	22 876	2 554	-	25 430
	Immo. Grevés de droits	-	-	-	-
	Total III	37 193	4 679	-	41 871
Total général		43 476	5 477	-	48 952

4.1.3 Modalités d'amortissements

Biens décomposés :
Néant

Biens non décomposés :	durée fiscale	durée d'usage
- Construction	10 à 25 ans	10 à 25 ans
- Agencements	5 à 10 ans	5 à 10 ans
- Installations techniques	5 à 12 ans	5 à 12 ans
- Matériel et outillages	5 à 12 ans	5 à 12 ans
- Matériel de transport	4 à 6 ans	4 à 6 ans
- Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans	3 à 5 ans
- Mobilier	8 à 10 ans	8 à 10 ans

4.1.4 Dépréciations de l'actif immobilisé

Une provision pour dépréciation des immobilisations est constatée lorsque la valeur vénale d'une immobilisation est inférieure à sa valeur nette comptable.

4.2 Actif circulant

4.2.1 Stocks et en cours

La valeur brute des stocks est déterminée de la manière suivante :

- Marchandises : à leur coût d'acquisition
- En cours : à leur coût de production

Les éventuelles dépréciations de stock sont évaluées de la manière suivante :

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Catégorie de stocks	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Stocks de livres et affiches	6 371	5 032	1 339
Total	6 371	5 032	1 339

4.2.2 Produits à recevoir

Autres créances clients

Les factures à établir au 31/12/2025 s'élèvent à 13 217 € contre 567 € en 2024.

Elles sont liées aux différentes actions en cours au 31/12/2025.

Autres créances

Elles sont composées notamment des subventions à recevoir au 31/12/2025, principalement :

- Département pour 2 600 € ;
- Collectivités locales pour 23 850 € ;
- Europe pour 76 771 €.

4.2.3 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 3 247 € contre 11 654 € en N-1.

Les charges constatées d'avance significatives sont les suivantes :

- Logiciels et maintenance informatique représentant 2 028 € ;
- Location matériel administratif 625 € ;
- Abonnements 500 €.

4.3 Fonds associatifs

Les fonds propres avec droit de reprise correspondent à la mise à disposition conditionnelle d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité.

Ce bien est repris par l'apporteur lorsque la condition n'est plus remplie par notre entité bénéficiaire. La convention d'apport fixe les conditions (événement dont la survenance justifie la reprise du bien ou des fonds apportés tel que, par exemple, la dissolution de l'entité) et les modalités de reprise du bien (bien repris en l'état, bien repris en valeur à neuf, ...).

En fonction des modalités de reprise, notre entité enregistre, le cas échéant, les charges et provisions lui permettant de remplir ses obligations découlant de cette convention.

Sauf précision particulière dans le contrat, les apports avec droits de reprise sont repris par les apporteurs dans l'état où ils se trouveront à la fin du contrat d'apport ou à la dissolution de l'association.

4.3.1 Autres fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise	30 420			30 420
Fonds associatifs avec droit de reprise	30 000			30 000
Autres réserves	102 897	22 613		125 510
Report à nouveau				
Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés (avec charges)				
Résultats sous contrôle de tiers financeurs	22 613	7 535	22 613	7 535
Sous-total situation nette	185 930	30 148	22 613	193 465
Subventions d'investissements sur biens non renouvelables (par l'organisme)	11 116	1 528	3 890	8 754
TOTAL	197 046	31 676	26 503	202 219

4.4 Fonds dédiés, autres passifs

4.4.1 Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec, pour contrepartie, les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « Utilisations des fonds dédiés » dans les Produits au compte de résultat.

Les fonds dédiés au 31/12/2025 correspondent à des subventions d'exploitation reçues pour financer des actions qui sont en cours à la clôture, et donc pour lesquelles tous les fonds reçus n'ont pas encore été dépensés. Ces fonds sont comptabilisés en produits. Ils font l'objet d'une dotation aux fonds dédiés puis sont repris au résultat au rythme de la réalisation de l'action.

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions	106 274	69 606	106 274			69 606	
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	106 274	69 606	106 274			69 606	

4.4.2 Précisions sur d'autres dettes

4.4.2.1 Produits constatés d'avance

A la clôture de l'exercice, le poste s'élève à 5 273 € contre 25 075 € en N-1.

Ils correspondent à des subventions perçues d'avance pour 5 165 € et 108 € d'adhésion.

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice dans un compte « Produits comptabilisés d'avance ». Elle est répartie en fonction des périodes ou étapes d'attribution définies dans la convention ou, à défaut, au prorata temporis.

4.4.2.2 Charges à payer

Les charges à payer à la clôture sont composées de :

- Factures fournisseurs non parvenues 8 611 €
- Provision congés payés et charges sociales 1 634 €
- Etat – charges à payer 35 €
- Provision formation professionnelle continue 3 619 €

4.5 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	-		
DE L'ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	45 715	44 701	1 014
	Autres	133 811	133 811	
Charges constatées d'avance		3 247	3 247	
TOTAL		182 773	181 759	1 014

Prêts Accordés en cours d'exercice	
Remboursements obtenus en cours d'exercice	

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	51 557	20 407	31 150	
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		-	-		
Fournisseurs et comptes rattachés		17 966	17 966		
Dettes fiscales et sociales		20 985	20 985		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-			
Autres dettes		3 210			
Produits constatés d'avance		5 273	5 273		
TOTAL		98 991	64 631	31 150	

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	31 666
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture	

5 Autres informations

5.1 Informations concernant les contributions volontaires : nature, importance (bénévolat, mise à disposition, dons en nature redistribués ou consommés...)

L'association valorise le bénévolat en recensant les heures passées par les bénévoles sur les différentes actions et lors des instances statutaires.

Ces heures sont ensuite valorisées au SMIC horaire en vigueur.

Ainsi, les heures de bénévolat pour l'exercice 2025 sont valorisées à 17 190,36 €.

5.2 Engagements de fin de carrière

Notre entité ne provisionne pas ces engagements dont les principales caractéristiques et hypothèses retenues pour leur estimation à la date de clôture sont précisées ci-après.

Au 31 décembre 2025, cet engagement est évalué à 69 213 €.

Les principales hypothèses retenues pour le calcul sont les suivantes :

- Age de départ en retraite 64 ans
- Taux d'actualisation financière 3.80%
- Taux de charges patronales 34 %
- Taux d'évolution des salaires 4%

5.3 Informations relatives à l'effectif

L'effectif salarié de l'entité, au 31 décembre 2025, se décompose ainsi, par catégorie :

	Personnel salarié
Cadres	2
Agents de maîtrise et Techniciens	7
Employés	
Ouvriers	
Total	9

AUDIT ET GESTION

Société de Commissaires aux comptes

230, route de Pontarlier

39301 CHAMPAGNOLE Cedex

RCS Lons le Saunier 334 782 117

Tél : 03 84 52 01 34

Membre de la Compagnie régionale de
Besançon-Dijon

CPIE DU HAUT JURA

Siège social : 1 Grande Rue,
39170 COTEAUX DU LIZON

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Exercice clos le 31/12/2025

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Champagnole, le 14 avril 2026
Pour la SAS AUDIT ET GESTION
Commissaire aux comptes



Michel DI MARTINO
Commissaire aux comptes